

LA PRESSE EN REVUE...



LUNDI 5 MAI 2014

SOMMAIRE

- 1) Après la courbe, le retournement...
- 2) Du sur-mesure
- 3) Le nombre d'incertitudes
- 4) La Marine veut bloquer...
- 5) La face cachée du...
- 6) Il souffre...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) "Le retournement économique arrive", juge François Hollande



François Hollande, le 29 avril 2014. (ALAINJOCARD/POOL/AFP)

"Le redressement n'est pas terminé", reconnaît toutefois le chef de l'Etat, qui fêtera ses deux ans à l'Elysée la semaine prochaine.

François Hollande, qui entre la semaine prochaine dans la troisième année de son quinquennat, estime dans le Journal du Dimanche, dimanche 4 mai, que le retournement économique tant attendu en France "arrive" et promet que cette nouvelle phase permettra une redistribution de pouvoir d'achat.

"On est entré dans la deuxième phase du quinquennat", dit le chef de l'Etat, cité par l'hebdomadaire. "Le redressement n'est pas terminé mais le retournement économique arrive."

"Cette phase doit se traduire par une croissance plus forte, une compétitivité plus importante, une redistribution du pouvoir d'achat par une baisse des impôts", ajoute-t-il.

Le Premier ministre, Manuel Valls, a fait voter mardi, malgré l'abstention d'une quarantaine de députés socialistes et l'opposition des écologistes, un programme de réduction des dépenses publiques de 50 milliards d'euros sur trois ans.

"La France compte si elle a de bons comptes"

Ce programme doit notamment contribuer au financement d'une quarantaine de milliards d'euros de baisses de charges sociales et d'impôts pour les entreprises, dont le gouvernement espère une relance des investissements et de l'emploi.

Mais il est également censé permettre à la France de ramener ses déficits publics à 3% du PIB en 2015.

"Ce que j'ai appris, c'est que la France compte si elle a de bons comptes", déclare François Hollande au JDD.

Le chef de l'Etat souligne cependant que la baisse du chômage promise pour 2013 mais qui ne s'est toujours pas concrétisée, reste un des fils conducteurs déterminant de sa politique et de son quinquennat.

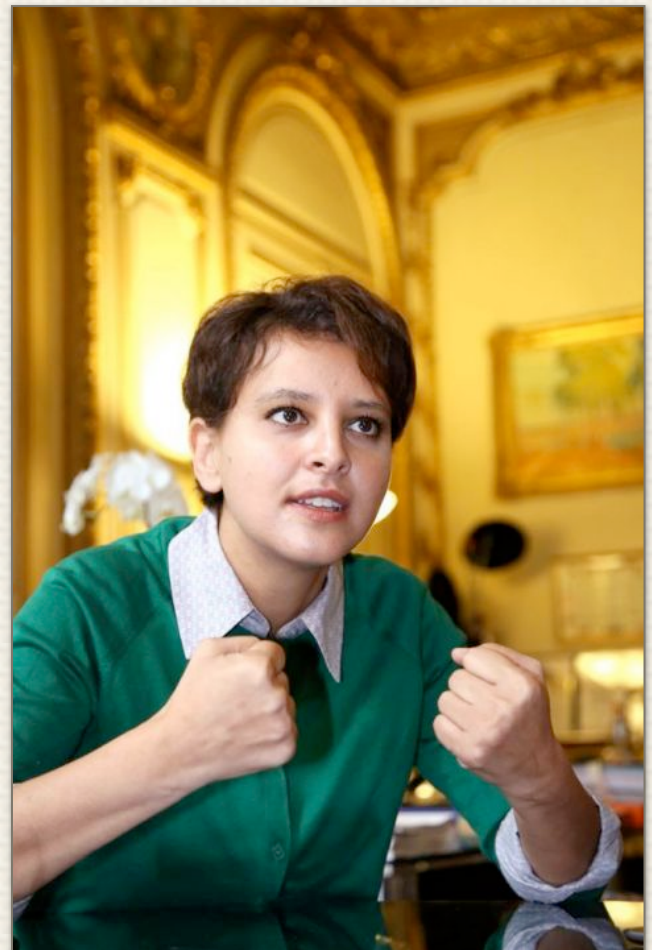
Il avait déclaré le 18 avril à des salariés de Michelin qu'il n'aurait "aucune raison d'être candidat" à sa réélection en 2017 ou "aucune chance d'être réélu" si le chômage ne baissait pas d'ici là.

(avec Reuters)

II) Vallaud-Belkacem : «Il faut faire du sur-mesure pour les jeunes des quartiers»

En charge des Droits des femmes, de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, Najat Vallaud-Belkacem, à la tête d'un ministère élargi depuis le 2 avril, nous dévoile ses priorités pour la jeunesse qui fait désormais partie de son portefeuille.

Propos recueillis par Véronique Maribon-Ferret et Vincent Mongaillard



Paris VIIème, vendredi. «Ma priorité, c'est la mise en emploi et l'autonomie des jeunes» | LP/Delphine Goldsztejn

« L'AVANTAGE de mon ministère, c'est qu'il rassemble des sujets aux interactions évidentes », se félicite Najat Vallaud-Belkacem, dont le portefeuille embrasse désormais les Droits des femmes, la Ville, la Jeunesse et les Sports. Effectivement, les annonces sur la jeunesse, qu'elle a réservées à notre journal, font bien vite des détours du côté des quartiers en difficulté, des femmes et du rôle des associations. Tour d'horizon.

La jeunesse est une priorité du quinquennat. Quelle impulsion nouvelle voulez-vous donner ?

NAJAT VALLAUD-BELKACEM.

Depuis deux ans, on a déjà fait beaucoup. S'agissant d'éducation, on a enrayé la mécanique infernale des suppressions de postes d'enseignant, avec des résultats qui étaient de moins en moins bons pour les élèves. L'autre priorité, et ce sera la mienne, c'est la mise en emploi et l'autonomie des jeunes. Il y a vingt ans, 1 jeune sur 20 faisait l'expérience du chômage à la fin de ses études. Aujourd'hui, 22 % des diplômés ne travaillent toujours pas trois ans après leur sortie. Ces années de « tâtonnement » entre l'obtention du diplôme, les stages, les concours, peuvent devenir galère très vite. Pour le logement, les transports, la santé, on n'entre plus dans les bonnes cases, mais on n'est pas encore autonome. Il faut faciliter la transition entre la fin des études et l'installation pérenne dans l'emploi.

De quelle façon ?

On ne doit pas lâcher la main de ces jeunes quand ils ont le plus besoin de nous et, au contraire, faire de cette période de transition une période d'opportunités. Nous avons fait en sorte que les crédits du programme européen Erasmus soient augmentés de 40 % pour 2014-2020, afin que le maximum de jeunes, et plus seulement les étudiants, puissent partir à la découverte de l'étranger ; nous souhaitons aussi plus de services civiques. 35 000 jeunes sont concernés cette année, l'objectif est qu'ils soient 100 000 en 2017. Nous voulons, enfin, faciliter l'orientation ou la réorientation professionnelle grâce à l'alternance, les formations courtes qualifiantes, les écoles de la seconde chance ou la création d'entreprise...

Où en est-on des coups de pouce pour l'emploi des jeunes ?

Il y a déjà 24 000 contrats de génération signés, et ça monte progressivement. Pour les contrats d'avenir, il y en a bien eu 100 000 comme prévu en 2013, et nous allons être dépassés par le succès en 2014.

A-t-on atteint l'objectif dans les quartiers ?

On estime que, sur les 100 000 contrats d'avenir, 18 % bénéficient aux jeunes des quartiers. On peut mieux faire : en 2014, nous devons atteindre les 25 %. Pour ces jeunes au taux de chômage très important, plus de 40 %, il faut de l'excellence et du sur-mesure. Parce qu'ils connaissent des difficultés multiples, nous devons être capables, dans un même accompagnement, avec un interlocuteur unique, de répondre à leurs problèmes d'emploi mais aussi de logement et de permis de conduire, car tout cela est lié. Nous organiserons nos services publics pour qu'ils puissent le faire.

Cela relève aussi de la politique de la Ville...

Oui, la priorité dans les 1 300 territoires « cœurs de cible » de la politique de la Ville, que l'on dévoilera ce mois de mai, ça va être l'emploi. Je souhaite que cela passe par le développement économique et que les jeunes y prennent leur part, notamment en créant leurs propres entreprises. Je compte bien faire aboutir l'idée d'une école de l'entrepreneuriat, sous forme d'une formation courte et intense. Un peu sur le modèle de ce que fait Thierry Marx, le cuisinier. En douze semaines, il apprend aux élèves le geste professionnel. Comme le fait, dans le domaine du numérique, l'école 42 de Xavier Niel. Les élèves reprennent confiance en eux et ils sont employables, dans des secteurs qui embauchent.

Quels sont les autres leviers ?

Il y a l'apprentissage. On y travaille avec le ministre du Travail. L'alternance doit devenir une voie ordinaire et une voie d'excellence. Les jeunes des quartiers y sont sous-représentés. C'est

C'est pourtant dans ces territoires que l'on a le plus grand nombre de décrocheurs scolaires. Or, l'apprentissage est une formidable façon d'apprendre autrement. Il faut en changer l'image auprès des jeunes, notamment à travers les stages de 3ème... à condition qu'ils y aient accès.

Vous avez des solutions à ce problème précis ?

Oui, avec le ministre de l'Education, Benoît Hamon, on veut développer les banques de stages*. C'est une idée ancienne expérimentée ici ou là que nous voulons mettre en œuvre sur tout le territoire.

Les jeunes des quartiers ont davantage de difficultés que les autres, mais c'est encore plus dur pour les filles...

Leur taux d'emploi y est encore plus faible que dans le reste du pays, en effet. Les difficultés sont telles qu'elles finissent par être intériorisées. Beaucoup se disent que, de toute façon, il n'y aura pas assez de travail pour les hommes et les femmes et elles se replient alors sur le foyer, même si elles ont fait des études. Elles n'ont pas assez de modèles de femmes des quartiers qui ont réussi, des avocates, des ingénieurs. Il y en a, mais il faut davantage les donner à voir.

Il y a aussi des problèmes liés au sexisme.

Ce qui est frappant dans les quartiers, c'est que les espaces publics ont été presque exclusivement investis par les hommes. Il faut rétablir la mixité. On ne peut plus supporter, par exemple, qu'il y ait des salles, des clubs de sport où il n'y a que des hommes. Pour cela, le périmètre de mon ministère est formidable : en tant que ministre des Sports, qui apporte des financements, je veillerai à ce que les fédérations adoptent des plans de féminisation de leur sport avec des objectifs qui doivent se répercuter dans les clubs, dans les territoires.»

* Il s'agit de nouer des liens entre les établissements scolaires et les entreprises afin que celles-ci proposent des stages variés aux élèves.

Le «choc de simplification des

associations»

Najat Vallaud-Belkacem est également en charge de l'éducation populaire et de la vie associative... qu'elle veut rendre plus facile. « Mon enjeu numéro un, ça va être un choc de simplification pour les associations », déclare la ministre. Elle les juge engluées dans « la paperasserie », les procédures d'agrément ou les demandes de subvention trop compliquées. Elle veut rapidement mettre en place « le principe du conventionnement pluriannuel », prévu dans le cadre des contrats de ville. « Cela permettra aux bénévoles qui y travaillent de se consacrer à leur mission première, quasiment de service public dans certains territoires, et, en leur donnant une vision à plus long terme, d'embaucher, précise la ministre.

V.M.-F.

LeParisien.fr

III) Croissance : les six incertitudes pesant sur le scénario de Bercy

Par Guillaume de Calignon

Les économistes jugent trop optimistes de nombreux points du programme de stabilité. Le rebond de l'investissement et le retour de la confiance des ménages ne sont pas acquis.



Les économistes jugent trop optimistes de nombreux points du programme de stabilité. Le rebond de l'investissement et le retour de la confiance des ménages ne sont pas acquis. - AFP

Le programme de stabilité voté la semaine dernière par l'Assemblée avec difficulté et qui fixe la trajectoire économique jusqu'à 2017 repose-t-il sur des hypothèses crédibles ? « Oui », a répondu le Haut Conseil des finances publiques, cet organisme indépendant chargé de juger les prévisions économiques de l'exécutif, qui le juge toutefois « optimiste », singulièrement en ce qui concerne les années 2016 et 2017. La majorité des économistes partagent ce point de vue et alertent sur plusieurs risques importants. Passage en revue des points qui font débat :

L'investissement

« Le rétablissement des conditions de la confiance favoriserait une reprise de l'investissement des entreprises », qui devrait grimper de 5,2 % en 2015, selon le programme de stabilité. Pour Jean-François Ouvrard, de COE-Rexecode, « il serait logique que l'investissement des entreprises reparte. Mais pour y parvenir, il faut clarifier la fiscalité des entreprises, assurer du maintien de dispositifs tels que le crédit impôt recherche (CIR)... Ce n'est pas encore le cas. Or, l'instabilité fiscale est un frein à la décision d'investir », souligne l'économiste. D'autres experts se montrent plus optimistes. « L'investissement des entreprises est fortement cyclique. Il a beaucoup chuté avec la crise et peut tout à fait rebondir fortement en phase de reprise. Entre 1998 et 2000, il avait progressé de 7 % par an moyenne », rappelle Fabrice Montagné, de Barclays.

L'emploi

Le gouvernement prévoit que les différentes mesures d'allègements de charges sociales sur les entreprises permettront la création de 40.000 emplois en 2015, 120.000 en 2016 et 190.000 en 2017. Pourtant, le mois dernier, le taux d'utilisation des capacités de production des entreprises françaises restait, à 85,8 %, inférieur à sa moyenne de long terme, qui s'élève à 88,9 %. Les industriels peuvent donc produire plus sans embaucher. Ensuite, « le gouvernement suppose que sa politique de l'offre, c'est-à-dire de réduction des charges pesant sur les entreprises, a un impact fort et rapide sur l'activité alors que les marges des entreprises sont au plus bas depuis près de 25 ans. Le délai d'amélioration risque en fait d'être plus long », estime Jean-Baptiste Pethe, d'Exane-BNP Paribas.

La consommation

Les créations d'emplois sont censées faire revenir la confiance des ménages et ainsi les inciter à consommer. La consommation des ménages augmenterait de 1,6 % en 2015 et « serait stimulée par le retour de gains de pouvoir d'achat liés aux créations d'emplois et aux mesures du pacte de responsabilité et de solidarité. Une baisse graduelle du taux d'épargne est en outre à attendre », selon le scénario le gouvernement. Pour Jean-François Ouvrard, « il est difficile de parier sur un recul important du taux d'épargne en période de fort taux de chômage. La reprise de la consommation dépendra avant tout de l'amélioration de la situation de l'emploi ».

Les recettes fiscales

Pour arriver à un déficit public à 3 % du PIB, le gouvernement s'attend à ce que 1 point de PIB supplémentaire entraîne une hausse de 0,9 point de recettes en plus pour l'Etat en 2014 et de 1 point à partir de 2015. Or, l'élasticité des rentrées fiscales à la croissance n'a été que de 0,2 en 2013. « En 2014, il n'y a pas de raison pour que l'élasticité des recettes fiscales augmente. Elle sera probablement proche de 0,2 cette année et atteindra 0,7 en 2015, ce qui pourrait se traduire par un déficit public supérieur aux anticipations, de l'ordre de 3,3 % du PIB l'an prochain », estime Jean-Baptiste Pethe, économiste chez Exane-BNP Paribas. Ensuite, l'exécutif table sur un recul de près de 7 % des investissements des collectivités locales en 2015, suite aux élections régionales, événement qui entraîne habituellement un gel temporaire des projets. Pas sûr que les régions se montrent si économes...

L'inflation

La faiblesse de l'inflation rend difficile la réduction des déficits publics. « En cas d'inflation plus faible que prévu, alors les recettes de la TVA par exemple seront moindres qu'anticipé », souligne Denis Ferrand, directeur général de COE-Rexecode. Le gouvernement en a fait l'amère expérience l'an passé. En France, les prix n'ont augmenté que de 0,6 % en mars sur douze mois. Et le gouvernement voit pourtant l'inflation atteindre 1,1 % cette année puis 1,5 % en 2015 et 1,7 % en 2016. « Si l'euro reste accroché à son cours de 1,40 dollar et si le prix des matières

premières n'augmente pas, alors il n'y aura pas d'inflation importée », remarque Denis Ferrand. Pour Jean-Baptiste Pethe, « l'inflation risque d'être durablement faible, c'est dire comprise entre 1 et 1,5 % ». Ce qui risquerait de compliquer sérieusement la donne.

La croissance

« A première vue, le gouvernement a retenu la même hypothèse de croissance que celle de la Commission européenne, soit 1,7 % en 2015. Sauf que Bruxelles arrive à ce résultat avec un déficit public de 3,9 % du PIB, qui ne prend pas en compte le pacte de responsabilité. Or, les économies de dépenses publiques auront fatalement des effets récessifs à court terme », note Benoît Heitz, économiste à la Société Générale. « Sur les années 2016 et 2017, le gouvernement anticipe une vraie reprise puisqu'avec 2,25 % de croissance, le rythme sera supérieur à celui de long terme. Cela me paraît très optimiste car l'ajustement budgétaire ne sera pas encore fini dans deux ans. Ni en France ni chez nos voisins », ajoute-t-il. « Le scénario qui me semble le plus probable est celui d'une croissance durablement molle, c'est-à-dire en dessous de 2 % . »

Le gouvernement a-t-il mis ses lunettes roses pour lire la conjoncture économique ? Peut-être pêche-t-il par un léger optimisme mais, comme le dit Fabrice Montagné, il est possible que les économistes aient, eux, un biais pessimiste. « Quand l'activité est en bas de cycle, les économistes ont toujours du mal à être optimistes », selon le spécialiste de Barclays. Et « échafauder un programme de stabilité est un exercice difficile. Le gouvernement ne peut pas non plus prévoir le pire pour prendre ses décisions sans quoi il opérerait pour une politique budgétaire trop austère », explique Jean-Baptiste Pethe.

Guillaume de Calignon

lesechos.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Le Pen veut "bloquer l'avancée de l'Union européenne"

La présidente du Front national, candidate dans le Nord, explique ses objectifs aux élections du 25 mai et ses relations avec les autres partis eurosceptiques. Extraits de son entretien à paraître dans le JDD.



Marine Le Pen mardi à Nanterre, au siège du FN. (Eric Baudet / Divergence pour le JDD)

Le FN n'a jamais réalisé de scores très élevés aux élections européennes. Pourquoi ce serait différent cette année?

La prise de conscience des Français n'a eu de cesse d'augmenter. Depuis le référendum de 2005, ils réalisent les impacts négatifs que l'Union européenne a sur leur vie quotidienne. Je pense à notre souveraineté territoriale, à la politique d'immigration, à l'euro qui accélère la désindustrialisation et le chômage, etc.

Vous espérez constituer un groupe au Parlement européen avec d'autres partis eurosceptiques. Desquels vous sentez-vous proche?

Nous faisons déjà partie de l'Alliance européenne des libertés, où figurent des mouvements avec lesquels nous travaillons depuis plusieurs années. C'est le cas du FPÖ autrichien, du Vlaams Belang belge, des Démocrates suédois. D'autres mouvements désirent rejoindre un éventuel groupe au lendemain des élections, comme la Ligue du Nord, Fratelli d'Italia. Je n'ai aucune

inquiétude, il y aura un groupe.

Vous êtes aussi en lien avec le PVV néerlandais. Que pensez-vous du récent discours anti-Marocains de son leader, Geert Wilders?

En matière d'immigration et d'islam, le PVV a un positionnement qui est extrêmement dur. Mais il est aussi pour le mariage homosexuel alors que, moi, je suis contre. Cela nous empêche-t-il d'avoir une même vision de l'UE? Ce que nous plaidons ensemble c'est la souveraineté des États et des nations. Après, je ne me sens pas comptable de la manière dont les uns et les autres expriment leurs positions politiques dans leurs pays respectifs.

Mais il ne s'agit pas que d'une déclaration isolée. Par le passé, il a pu dire que la culture islamique était inférieure à la culture occidentale...

Je n'ai pas lu cette déclaration spécifiquement. J'ai lu qu'il avait comparé le Coran à Mein Kampf, c'est son opinion. On a encore le droit d'avoir ces opinions-là, je crois, non? Le blasphème n'est pas interdit, pas même en France.

Pour lire cette interview en intégralité, achetez le JDD sur iPad ou sur Internet. Découvrez également nos offres d'abonnement papier.

Antoine Malo et Nicolas Prissette - Le Journal du Dimanche

LAPRESSEENREVUE.EU

V) La face obscure du socialisme

Propos recueillis par Bertrand Rothé

Une enquête de la journaliste Dominique Simonnot, "Plus noir dans la nuit", revient sur l'histoire méconnue des grandes grèves de mineurs de l'année 1948. On ne s'interdira pas d'y lire un terrible réquisitoire contre le rapport de la gauche aux ouvriers. Entretien.



Patrick Hertzog/AP/SIPA

Marianne : Tout le début de votre livre donne l'impression d'être dans un roman. On s'y passionne pour les vies d'ouvriers, de mineurs, depuis la Libération jusqu'à nos jours. On a l'impression d'entendre nos parents parler, voire nos grands-parents. Sauf que c'est une histoire vraie, et qu'elle est une charge épouvantable contre les élites socialistes...

Dominique Simonnot :

Je n'ai fait que mon travail de journaliste, écouter sept anciens mineurs et leurs épouses, et retranscrire leur vie. L'histoire commence trois ans après la Seconde Guerre mondiale, en pleine phase de reconstruction. Les mineurs sont mis à contribution. On leur demande de retrousser leurs manches et de produire, de produire... 80 % de l'énergie vient du charbon à l'époque. Et, un beau jour, en 1948, Robert Lacoste [le ministre de l'Industrie] décide de supprimer des avantages acquis à la Libération. Des avantages qui représentaient d'abord la contrepartie des efforts qui avaient été demandés, mais qui étaient aussi la

récompense de leur résistance face aux nazis. En 1941, ils avaient déjà fait grève. Une grève dont personne ne se souvient, en tout cas que je ne connaissais pas. Une grève horriblement réprimée. Des dizaines de fusillés, des centaines de déportés. Contre la suppression de ces avantages en 1948, les mineurs décident une nouvelle grève. Elle est nationale. Du Nord au Sud, tous les bassins participent. Jules Moch, le ministre de l'Intérieur de l'époque, avait tout prévu. Il avait fait voter une loi qui lui permettait de faire appel à l'armée, de réquisitionner 80 000 militaires et CRS. Pour mater toute forme de rébellion, il avait positionné ses troupes à quelques kilomètres des bassins miniers pour qu'elles puissent intervenir rapidement, et c'est ce qui s'est passé. La répression fut très violente.

Dans le Pas-de-Calais, plus de 700 ouvriers seront condamnés à la prison par des magistrats, pour faits de grève : «entrave à la liberté du travail». A la sortie, ils seront licenciés par les houillères. Alors, là, tout s'écroule ! Ils perdent tous leurs avantages. Outre leur travail, ils n'ont plus de logement, plus de chauffage ni de médecins gratuits... Mais cela ne s'arrête pas là. Leur calvaire commence, il va durer longtemps, très longtemps. Du jour au lendemain, ils se retrouvent à errer dans la région. Juste le temps d'empiler le peu qu'ils avaient sur des charrettes à bras, les gosses dessus. Interdit aux autres mineurs de les loger. Ils ont mis un temps fou à trouver de quoi se protéger. Une famille s'est installée sur un terrain vague dans une maison en béton sans chauffage, sans eau et, évidemment, sans électricité. Deux autres se sont retrouvées dans un blockhaus de l'armée allemande, suintant d'humidité. Et pas de travail ! Fini. Plus de salaire. Dans la région, les compagnies minières règnent, toutes les sociétés sont en contrat sous une forme ou sous une autre avec elles, et elles demandent, à chaque fois qu'un ancien gréviste est embauché, de le licencier sur le champ.

Vous citez des exemples où ils n'eurent le temps de travailler qu'une heure avant d'être licenciés !

D.S. :

Absolument. Et, surtout, il faut se souvenir que, dans la région, la plupart des entreprises dépendent alors des Charbonnages de France, nationalisés à la Libération.

On peine à croire que ces deux ministres, Robert Lacoste et Jules Moch, étaient des ministres socialistes...

D.S. :

Evidemment. C'est l'époque du bipartisme. Les communistes ont quitté le gouvernement. Mais il faut se rappeler que c'est aussi un moment de tension intense dans la guerre froide. Le gouvernement - et en particulier Moch - soupçonne les grévistes d'être manipulés par Moscou, par les rouges, par la CGT. Tous les jours, ou quasiment, il accuse les communistes de fomenter un «coup de Prague» en France. A l'Assemblée, il affirme qu'il possède une note de Jdanov - un dirigeant soviétique - qui pousse les ouvriers à la grève, voire à l'insurrection. Ce document n'a jamais été retrouvé. A-t-il seulement existé ?

Pouvez-vous nous parler du rôle de François Mitterrand dans cette affaire ?

D.S. :

Il fait froid dans le dos... J'ai retrouvé un texte, un article du Monde daté du 28 octobre 1948, qui reprenait une conférence de presse de François Mitterrand. Il avait alors un poste qui s'apparentait à celui de porte-parole du gouvernement. J'ai lu vingt fois l'article tant j'avais du mal à y croire. Il rappelle que la loi permet à la troupe, après sommations, de tirer sur les grévistes. Et c'est ce qui s'est passé, il y a eu six morts (lire l'encadré, ci-dessous).

La suite est aussi glaçante que sidérante. Elle nous montre des socialistes plus légers, cyniques et méprisants les uns que les autres !

D.S. :

Effectivement, dès 1981, certains de ces mineurs, deux en l'occurrence, pensent que le nouveau gouvernement socialiste va réparer ce que leurs prédécesseurs leur ont fait endurer. Ils se sont lourdement trompés, j'ai des cartons de leurs lettres avec les réponses des ministres socialistes de 1981 à nos jours. Ils se refilent le bébé, accusent réception quand ils ont le temps : «Je le

renvoie qui aux services compétents de mon ministère, qui au ministère du Travail, de la Justice. Je mets en copie le ministère de l'Industrie, des Finances.» Et ça tourne, et ça tourne, et ça tourne... Leur dossier fait une ronde infernale. Certaines fois, les ministres répondent que des groupes de travail s'occupent du problème (lire l'encadré, p. 61).

Mais qu'est-ce qui explique cette attitude, puisqu'on est fort loin de la guerre froide, et que les communistes ne risquent plus de faire un coup d'Etat ?

D.S. :

C'est comme ça. Pour leur chance, en 2005, Georges Carbonnier décide d'aller voir la Halde, la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité, et là on lui souffle de rencontrer Tiennot Grumbach. C'est Tiennot, l'avocat des syndicats et du monde du travail, qui fera basculer l'histoire. Très rapidement, il trouve une faille juridique pour relancer leurs dossiers. Ils perdent d'abord aux prud'hommes, mais gagnent en appel.

C'est à ce moment que vous découvrez le dossier ?

D.S. :

En 2007, je suis au Canard enchaîné lorsque Tiennot m'appelle : «J'ai une affaire pour toi.» Je me rends dans un café, place de la République. Je pense que j'en ai pour une heure. Je vais en passer quatre. L'histoire qu'il me raconte me fascine, je reste bouche bée. Très rapidement je rencontre les anciens mineurs, et la veuve de l'un d'entre eux. Je trouve formidable leur façon de raconter leur vie. Ils ne se plaignent jamais. Ils sont courageux, ils ont vécu des trucs insensés, les femmes se sont levées à 3 heures du matin pendant des années pour faire des ménages. Elles me racontent la recette du ragoût de mouton sans mouton, de la tarte au riz qui colle au ventre et qui empêche d'avoir faim. Il paraît que le pain à la moutarde coupe l'appétit, vous le saviez ? J'ai vu de la rage, mais jamais je ne les ai vus pleurer sur leur sort.

Et le seul homme politique qui accepte de les rencontrer, c'est...

D.S. :

Nicolas Sarkozy. Oui, incroyable ! Mais c'est comme ça. Eux-mêmes n'en sont pas revenus. Il était au ministère des Finances et c'est là qu'il a reçu une délégation de mineurs. Elle demande qu'on leur paie le chauffage, les loyers que les grévistes ont perdus après leur licenciement abusif. Cash, Sarkozy leur demande : «Combien ?» Un des mineurs leur répond en francs. Il y a 106 000 € en jeu, ils en recevront 15 000. Enfin, c'est un fait, le seul ministre qui les reçoit, c'est Sarko.

Quand Daniel Amigo, un des anciens mineurs, affirme que les socialistes «n'ont jamais rien su faire d'autre que trahir», qu'en pensez-vous ?

D.S. :

Cette histoire leur donne raison à une nuance près. Car, quelques années plus tard, le même Sarkozy, par la voix de Christine Lagarde, a formé un pourvoi en cassation contre l'arrêt qui reconnaissait, en 2009, leurs licenciements abusifs et leur allouait 30 000 € à chacun. Et, en 2013, sous la pression de députés communistes, Pierre Moscovici en a ajourné le remboursement.

Plus noir dans la nuit, les grandes grèves des mineurs de 1948 de Dominique Simonnot Calmano-Lévy 272 p.

QUAND MITTERRAND DONNAIT L'AUTORISATION DE TIRER

Au Conseil des ministres, François Mitterrand, alors secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil, adresse les félicitations du gouvernement aux CRS et à la garde républicaine, à la gendarmerie et à l'armée, pour leur calme devant «des masses importantes d'hommes armés d'outils et de barres de ferraille qui les attaquent en force et leur causent des pertes sensibles». Mitterrand agrmente ces compliments d'un inquiétant message : «Le renouvellement de ces attaques sauvages oblige le gouvernement à décider que, à l'avenir, les forces de l'ordre, lorsqu'elles seront ainsi assaillies, pourront se défendre après les sommations nécessaires.»

LES MINISTRES SE REFILENT LA PATATE

Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, les mineurs Norbert et Georges vont écrire des lettres à tous les

ministres. Par politesse, les ministères, voire les ministres, vont leur répondre ; aucun ne les recevra. Voici quelques extraits des réponses.

«M. Lionel Jospin a pris attentivement connaissance des documents que vous lui avez fait parvenir et il m'a aussitôt chargé de transmettre ce dossier à Martine Aubry... Vous serez directement tenu informé de la suite réservée.»

Un mois plus tard, réponse de Martine Aubry :

«Mme Martine Aubry a pris connaissance de votre intérêt pour ce dossier et m'a aussitôt chargé de le soumettre à l'attention du directeur des Relations du travail... Mme la ministre ne manquera pas de vous tenir informé...»

Cinq mois plus tard, sans réponse, Georges relance Matignon :

«Monsieur, Lionel Jospin m'a chargé de rappeler ce dossier à Mme Martine Aubry...»

Réponse un mois plus tard de Martine Aubry :

«Mme la ministre m'a chargé de demander à ses services de hâter l'examen du dossier.»

Georges répond alors à son député : «Monsieur, camarade, permettez-moi de vous dire mon étonnement, de quoi pleurer de dégoût... Ce dossier n'a jamais été traité comme il se doit et ceci à tous les niveaux que ce soit.» Rien ne suit. Plus aucune réponse.

Relancée quelques mois plus tard, Elisabeth Guigou a remplacé Martine Aubry.

«... J'ai demandé à mes services d'examiner cette affaire avec soin...». Sur un Post-it, Georges note : «Du mépris... voire de la haine.»



marianne.ne

LAPRESSEENREVUE.EU

PS - Verts : Le Guen met en garde EELV



Jean-Marie Le Guen à l'Elysée, le 29 avril 2014
© Alain Jocard

Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement, a mis en garde les Verts dimanche contre le jeu "politicien" et la "radicalisation", ...

Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement, a mis en garde les Verts dimanche contre le jeu "politicien" et la "radicalisation", leurs députés ayant été élus grâce aux socialistes.

Interrogé par Radio J sur le fait que 12 des 17 députés écologistes ont voté contre le pacte de responsabilité le 29 avril, M. Le Guen a répondu : "Les Verts traversent une crise identitaire très forte".

Il n'y avait "eu aucune expression des Verts ou du Cécile Duflo", alors ministre du Logement, après la conférence de presse de François Hollande début 2014. "Les engagements du pacte de responsabilité", c'était strictement les engagements du 14 janvier !", a-t-il dit.

"Il faut bien voir qu'ils ont été élus avec des voix socialistes", a souligné l'élu parisien, faisant allusion aux législatives de 2012.

Le PS avait-il accordé trop de sièges à Europe Ecologie-Les Verts ? "Trop, non. On a fait un certain nombre de places avec l'engagement au moins moral qu'il y aurait un vote commun sur les éléments budgétaires", a affirmé M. Le Guen.

"Nous sommes déçus de voir que, loin d'avoir un

dialogue, nous avons une crispation, un jeu un peu politicien de la part du groupe dans son ensemble", a-t-il dit.

"Nous ne faisons pas d'amalgame entre ceux qui, aujourd'hui, sont un peu en perdition et potentiellement sur une autre orientation politique que le soutien à la majorité et des parlementaires qui restent dans la logique de la majorité", a-t-il déclaré. Parmi les 17 écologistes, douze ont voté contre, trois pour (Éric Alauzet, François-Michel Lambert et Paul Molac) et deux se sont abstenus (Denis Baupin et Jean-Louis Roumégas).

"Le problème de clarification, il va appartenir de plus en plus aux Verts, soit individuellement soit collectivement", a estimé M. Le Guen.

"On ne peut être élu avec la dynamique de la majorité du PS et ne pas prendre sa part de l'effort", a-t-il insisté. "C'est une attitude politique qui n'est pas complètement responsable".

"En se mettant sur un position de radicalisation dans l'opposition ils perdent de la crédibilité à la fois vis-à-vis du gouvernement et de leurs

Tapez pour saisir le texte

publicsenat.fr



Nicolas Sarkozy à New York où il accompagne Carla Bruni Sarkozy en tournée, 24 avril 2014 - SIPA

L'ancien président, qui réagissait aux révélations des écoutes dont il a récemment fait l'objet dans les colonnes du Figaro, n'a pas hésité à reprendre un vieil élément de langage - « la souffrance » des plus modestes – auquel, on le sait, il consacre depuis longtemps ses pensées.

Récemment, c'est au Ritz de New York dont les chambres s'élèvent à plus d'un millier de dollars la nuit qu'il a pu se remémorer « toutes les difficultés » et bien sûr les « souffrances » que la « crise a créés. »

Il les clamait en meeting à Marseille il y a plus de deux ans. « Je l'ai appris (...) parce qu'en France (...) chacun se tourne vers [le président] (...) pour demander de l'aide, parce que chacun le regarde comme le dernier recours lorsqu'on a épuisé tous les autres. »

Il les répétait l'été dernier face à la guerre fratricide au sein de l'UMP. « Devant les souffrances des Français, toute division est intolérable, inacceptable, incompréhensible... »

En 2011 déjà, à Toulon, il y dédiait une partie de son discours. Aux Français qui ont « beaucoup (...) souffert et continuent de souffrir ».

Alors, quand il se rase le matin en cette fin d'avril, dans l'une des deux salles de bain en marbre de l'une des suites de plus de 70 mètres carrés du Ritz-Carlton et à plus de 2000 dollars la nuit, avec vue sur « les calèches de Central Park », comme le rapporte France Dimanche, Nicolas Sarkozy souffre. Comme les Français.

VI) Nicolas Sarkozy souffre au Ritz de New York

Patricia Neves

Attentif comme jamais aux souffrances des français, France Dimanche raconte les vacances de l'ancien président à New-York, au Ritz.

Nicolas Sarkozy est à l'écoute des plus humbles. Il ne cesse de l'affirmer. « J'ai trop conscience des peines (...) et des inquiétudes qu'endurent chaque jour tant de nos compatriotes » déclarait-il, il y a quelques semaines encore, dans une lettre adressée aux Français.

:cuno-
mieux
onté de
orsque
le faux
en effet
incident

site en
rendre
es pré-
décon-
porter
: fils de
Nicolas
si, sans
ait son
ople...
jamais
magni-
ait des
lente»,
is tard.

te cette
d'offrir
s jour-
notre
urquoi
Giulia,
t, notre
s tout
otéger
lique.»
cette
pieux.
elle se
e amé-
tout a
depuis
lèches
beaux
sté son
ue ses

**lice jugera
resseurs
l enfant,
e mal est fait...**

ement
ournal
ce que
présen-
tation,
être la
rtile de



Tapez pour saisir le texte

**Indignée, elle a peur que Giu
cauchemar des enfants de M**



La petit
faire u
Park...

dire à qu
la mama
«Carle
fille, s'est
jours le c
la presse.
de faire u
bien faut
les enfant

Carla a
sur le sit
autres :
réalisé sa
de ma pa
de l'ima;
commun
leur intir
point de
pas char
Hélas,
colère, a
temps, I
et Intern
Espéron
trop d'av
lui perm
personn
repenser
à Paris A
des « per
citait cet
«La liber
d'injustic

Nicolas Sarkozy foule le tapis d'entrée du Ritz Carlton de New York, capture d'écran France Dimanche.



marianne.net

**A Suivre...
La Presse en Revue**